ASSEMBLEE NATIONALE | **REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA**
ANTENIMIERAM-PIRENENA | Tanindrazana Fahafahana Fahamarinana

LOI n°95-029
portant organisation générale des transports terrestres et fluviaux

EXPOSE DES MOTIFS

Pour la poursuite de la nouvelle politique économique du Gouvernement fondée sur le désengagement de l'Etat, la décentralisation effective, la libéralisation et libre concurrence et l'égalité de tous les opérateurs, l'organisation des sous-secteurs transports terrestres et fluviaux joue un rôle important. Ces sous-secteurs assurent la faciliter de la circulation des biens et des personnes.

La réussite de cette politique nécessite entre autres conditions que les règles du jeu soient claires et bien définies. Et pour ce faire, entre autres actions, mettre à jour les textes existants et créer les textes manquants puisque par défaut, on s'est toujours référé aux textes promulgués pendant les précédentes Républiques.

Il sera alors procédé à la mise à jour des textes législatifs et réglementaires concernant les transports terrestres et fluviaux.

Tel est l'objet de la présente Loi.

ASSEMBLEE NATIONALE
ANTENIMIERAM-PIRENENA

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana Fahafahana Fahamarinana

LOI n°95-029
portant organisation générale des transports terrestres et fluviaux

L'Assemblée Nationale a adopté en sa séance du 04 août 1995 la Loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER
Dispositions générales

Article premier.- Les transports par fer, par routes et par navigation intérieure sont organisés de manière à assurer :

- les besoins des usagers en qualité et en quantité ;
- la participation des opérateurs au développement économique du Pays et à l'entretien des infrastructures ;
- l'utilisation du mode de transport qui, compte tenu de la valeur des services rendus aux usagers et des servitudes imposées par les conditions de service public égales à tous les opérateurs, entraîne pour la Nation le coût de production réel et pour les opérateurs l'équilibre de leur exploitation ;
- la coopération et la complémentarité des modes de transports, lorsqu'un même service comporte l'utilisation successive de plusieurs d'entre eux.

Art. 2.- Les mesures à prendre pour parvenir à ces fins font, dans le cadre des dispositions générales prévues aux articles 3 à 5, l'objet de décret pris en Conseil de Gouvernement et sur rapport du Ministre chargé des Transports, après consultation des Opérateurs, Usagers et Organisations professionnelles de transport.

Il est créé un organisme de transport appelé « Comité Technique » régional ou National pour chaque mode.

Il est créé un organisme professionnel appelé « Bureau Professionnel du Transport » pour chaque zone.

Les statuts, l'organisation et le fonctionnement de ces organismes sont

définis par décret pris en Conseil de Gouvernement et sur rapport du Ministre chargé des transports, après consultation des Opérateurs, Usagers et Organisations professionnelles de transport.

CHAPITRE II
Conditions d'exploitation des transports terrestres et fluviaux

Art. 3.- Toute ligne de transport, qu'elle soit par fer, par route, par navigation intérieure pourra être ouverte sur demande aux Autorités ministérielles ou de l'Autorité délégataire décentralisée après consultation des bureaux professionnels.

Cette autorisation peut toujours être retirée.

L'octroi ou le retrait est soumis à des critères respectant le régime de libre concurrence déterminés dans les textes d'application.

Art. 4.- L'exercice de l'activité est assujetti à l'obtention d'une autorisation d'exploiter.

L'octroi d'une autorisation d'exploiter est fonction des conditions qui sont précisées par décret pris en Conseil de Gouvernement et son rapport du Ministre chargé des transports, après consultation des opérateurs, usagers et organisations professionnelles de transport.

Les transporteurs sont astreints à l'assurance obligatoire, à l'obligation d'accompagner tout transport de titres et au recrutement des préposés selon les réglementations en vigueur.

CHAPITRE III
Dispositions particulières

Art. 5.- En vue d'assurer la protection et la conservation du patrimoine routier, certaines routes peuvent être momentanément ou périodiquement fermées au trafic des voyageurs ou des marchandises, par décision des autorités compétentes concernées en fonction de la classification des routes.

Art. 6.- L'utilisation de certains ouvrages d'art important peut donner lieu à la perception d'un droit de péage.

Les ouvrages intéressés et le taux du droit de péage à percevoir sont déterminés par décret.

CHAPITRE IV
Dispositions pénales

Art. 7.- Les sanctions des infractions prescrites aux ordonnances n° 60-162 du 03 octobre 1960 instituant une obligation d'assurance en matière de circulation de véhicules terrestres à moteur et n° 62-060 du 27 mars 1962 relative à la police de circulation ainsi qu'à la présente loi et de leurs textes d'application relèvent du Code Pénal.

Ces infractions sont constatées par :

a. les agents ayant qualité pour constater les infractions en matière de police de la circulation et de roulage, notamment par la gendarmerie et les agents de la Police ;
b. les agents de l'Etat assermentés désignés par le Ministre chargé des Transports ;
c. les agents de l'Etat ayant qualité de verbalisateurs.

Ces agents ont libre accès dans les lieux d'exploitation aux lieux de chargement et de déchargement ainsi qu'au contenu des véhicules.

Ils peuvent exiger la communication en quelque main qu'ils se trouvent, des documents de toute nature propres à faciliter l'accomplissement de leur mission.

Art. 8.- La présentation faite sciemment de faux renseignements lors des enquêtes visées au paragraphe ci-dessus est, outre la peine d'amende prévue par des textes réglementaires, punie selon les règlements en vigueur.

Art. 9.- La falsification des pièces octroyant autorisation d'exploiter ainsi que l'usage frauduleux des pièces falsifiées, sont punis selon les prescriptions du Code Pénal. Cette peine est appliquée aussi bien à l'auteur de la falsification qu'à la personne qui, de mauvaise foi, fait usage de la pièce falsifiée.

CHAPITRE V
Infractions administratives

Art.10.- Les infractions définies à l'article 7 ci-dessus, ainsi que l'inobservation des tarifs annoncés et affichés, peuvent donner lieu, indépendamment des sanctions pénales, à l'une des sanctions administratives suivantes :
a. mise en fourrière du véhicule ayant servi à commettre l'infraction, aux

frais du contrevenant dans un endroit fixé par l'administration mais aux risques de cette dernière suivant les dispositions du procès-verbal de réception du véhicule et ce, pour une durée prévue par la réglementation en vigueur ;

b. retrait provisoire pour une durée maximum d'un mois ou retrait définitif de tout ou partie de l'autorisation d'exploiter.

Toute sanction à effet temporaire ou définitif, concernant l'autorisation d'exploiter défini à l'article 4 ci-dessus, est prononcée par le Ministre chargé des Transports ou par l'Autorité délégataire décentralisée, l'intéressé ayant été mis en demeure assortie de délais, sur proposition des agents cités à l'article 7 ci-dessus.

Art. 11.- Les modalités d'application de la présente loi font l'objet de décrets pris en Conseil du Gouvernement.

Art. 12.- Toutes dispositions contraires à la présente loi, notamment celles de l'Ordonnance n° 60-060 du 18 juillet 1960 complétée par l'Ordonnance n° 77-004 du 16 février 1977, sus-visée sont et demeurent abrogées.

Article.13.- La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 04 août 1995.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE SECRETAIRE,

ANDRIAMANJATO *Richard Mahitsison*

ANTENIMIERAM-PIRENENA
ASSEMBLEE NATIONALE

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fahamarinana

LALANA LAHARANA FAHA-95-029
mikasika ny fandaminana ankapobe ny
fitaterana an-tanety sy an-drenirano.

FAMELABELARANA NY ANTONANTONY

Ho fanohizana ny politika vaovao ara-toekarena arahin'ny Governemanta miompana amin'ny fiatahan'ny Fanjakana, ny fanapariaham-pahefana, ny fanalalahana ary ny fampandrosoana ny fifaninanana sy fampitovian-jo ny mpandraharaha rehetra, ny fandrindrana ireo zana-tsehatry ny fitaterana an-tanety sy an-drenirano dia mitana toerana lehibe. Ireo zana-tsehatra ireo dia miantoka ny fanamorana ny fifamoivoizan'ny entana sy ny olona.

Ho fahombiazan'io politika io dia ilaina mba hazava sy voafaritra tsara ny fitsipi-dalao. Mba hirosoana amin'izany, ankoatra ireo efa notanterahina, dia ilaina ny mandrindra araka ny toetr'andro ireo lalàna misy ary mameno ireo lalàna tsy ampy satria, hatramin'izao, dia mbola nampiharina ireo lalàna nankatoavina nandritra ireo Repoblika nifandimby teo aloha.

Ity fanovana ity, dia mikasika ireo lalàna sy fitsipika momba ny fitaterana an-tanety sy an-drenirano.

Izany sy izany no antonanton'ity lalàna ity.

ASSEMBLEE NATIONALE **REPOBLIKAN'I** MADAGASIKARA
ANTENIMIERAM-PIRENENA Tanindrazana Fahafahana Fahamarinana

LALANA LAHARANA FAHA-95-029
mikasika ny fandaminana ankapobe ny
fitaterana an-tanety sy an-drenirano.

Nolanin'ny Antenimieram-pirenena tamin'ny fivoriana nataony ny 4 Aogositra 1995 izao lalàna manaraka izao :

TOKO VOALOHANY
FEPETRA ANKAPOBE

Andininy voalohany.- Ny fitaterana an-dalamby, an'arabe sy ny fifamoivoizana anaty dia narindra mba hampandeha :

- ny filan'ny mpanjifa amin'ny hatsarany sy amin'ny habetsahany,
- ny fandraisana anjaran'ny mpandraharaha amin'ny fampandrosoana ara-toekaren'ny Firenena sy ny fikojakojana ireo foto-drafitr'asa ;
- ny fampiasana ireo fomba fitaterana ireo, izay mifanaraka amin'ny lanjan'ny fanomezana fahafaham-po ny mpanjifa sy ny fepetra takian'ny fampiharana ny fampandehanana ny asam-panjakana izay itovizan'ny mpandraharaha rehetra dia mitondra ho an'ny Firenena izay tokony ho tombam-bidin'ny vokatra marina, ary ho an'ny mpandraharaha ny firindran'ny fihariana ataony ;
- ny tokony hisian'ny fiaraha-miasa sy ny fifamenoana eo amin'ny seha-pitaterana raha toa ka sampan-draharaha iray ihany no mampiasa ny ankamaroany amin'ireo.

Andininy Faharoa.- Didim-panjakana atao eo am-pivorian'ny Governemanta ary araka ny tatitra nataon'ny Minisitra miadidy ny Fitaterana rehefa nalaina ny hevitry ny mpandraharahan'ny mpampiasa ary ny fikambanana mikarakara fitaterana no hamaritra ny fepetra horaisina hahatongavana amin'ireo tanjona ireo izay voafaritry ny andininy faha-3 ka hatramin'ny faha-5 amin'ny fepetra ankapobe.

Atsangana ny sampan-draharaham-pitaterana atao hoe « Komity teknika » isam-

paritra na eo amin'ny firenena isaky ny karazam-pitaterana.

Atsangana ny sampana arak'asa antsoina hoe «Birao arak'asam-pitaterana » isaky ny zana-paritra.

Didim-panjakana atao eo am-pivorian'ny Governemanta ary araka ny tatitra nataon'ny Minisitra miadidy ny Fitaterana, rehefa nalaina ny hevitry ny mpandraharaha, ny mpampiasa ary ny fikambanana mikarakara fitaterana, no hamaritra ny fitsipi-pitondrana, ny fandaminana ary ny fampandehanana ireo sampan-draharaha ireo.

TOKO FAHAROA
FEPETRA FANAOVAN'ASA-PITATERANA AN-TANETY SY AN-DRENIRANO

Andininy faha-3.- Ny zotra-pitaterana rehetra, na an-dalamby, na an'arabe, na ny fifamoivoizana an-drenirano anaty dia azo sokafana araka ny fangatahana alefa any amin'ny manam-pahefana any anivon'ny Minisitera na ny vondrom-paritra rehefa nalaina ny hevitry ny birao arak'asam-pitaterana.

Azo esorina amin'ny fotoana mety ilana azy io fahazoan-dàlana io. Ny fanomezana na ny fisintonana izany dia tsy maintsy manaraka ny fepetra anajana ny fifaninanana malalaka ka hofaritana ao amin'ny Didy Fampiharana izao lalàna izao.

Andininy faha-4.- Ny fanaovana ny asa-pitaterana dia miankina amin'ny fahazoana alalana hanao fitaterana.

Hiankina amin'ny fepetra hofaritan'ny didim-panjakana raisina eo am-pivorian'ny Governemanta ary araka ny tatitra nataon'ny Minisitra miadidy ny Fitaterana rehefa nalaina ny hevitry ny mpandraharaha, ny mpampiasa ary ny fikambanana mikarakara fitaterana.

Didina ny mpanao fitaterana hanao fiantohana, hitondra miaraka aminy ny fahazoan-dàlana, ary handray mpiasa mifanaraka amin'ny didy aman-dalàna manan-kery.

TOKO FAHATELO
FEPETRA MANOKANA

Andininy faha-5.- Mba ho fiarovana sy fitahirizana ny hatsaran'ny làlana, ny làlana sasany dia azo akatona indraindray na voafetra amin'ny fitaterana mpandeha sy ny entana araka ny fanapahan-kevitry ny tompon'andraikitra izay

miankina amin'ny fanasokajiana ny làlana.

Andininy faha-6.- Ny fampiasana ireo fananana tena ilaina dia handoavana sarany.

Ireo asa tena ilaina sy ny ampahan'ny sara aloan'ny mpitatitra horaisina dia voafaritry ny didim-panjakana.

TOKO FAHA IV
FEPETRA FAMAIZANA

Andininy faha-7.- Ny sazy famaizana ny fandikan-dalàna voatondron'ny hitsivolana laharana faha-60-162 tamin'ny 03 Oktobra 1960 mametraka ny tsy maintsy hisian'ny fiantohana amin'ny fivezivezen'ny fiarakodia sy ny laharana faha-62-060 tamin'ny 27 Martsa 1962 momba ny lalàn'ny fifamoivoizana sy araka ity lalàna ity sy ireo lalàna fampiharana dia fehezin'ny Lalàna Paika Ady Heloka.

Ireto avy ireo tompon'andraikitra mikaroka ireo fandikan-dalàna ireo :

a)- Ireo tompon'andraikitra manana fahefana hikaroka ny fandikana ny lalàn'ny fifamoivoizana sy ny fikorisana an-dalambe indrindra indrindra ny zandarimaria sy ny mpitandro ny filaminana ;

b)- Ireo tompon'andraikim-panjakana vita fianianana tendren'ny Minisitra miandraikitra ny fitaterana ;

d)- Ireo tompon'andraikim-panjakana afaka mitondra mivantana ny raharaha eo amin'ny fitsarana.

Ireo tompon'andraikitra ireo dia afaka mandeha an-kahalalahana eny amin'ny toeram-pitrandrahana, toerana fampiakarana sy fampidinana ny entana ary koa izay ao anatin'ny fiarakodia.

Mba hahamora ny fanatanterahany ny asany, izy ireo dia afaka mitaky ireo antontan-taratasy izay ilaina.

Andininy faha-8.- Ny fanomezana hevitra tsy marina sy tsy am-piheverana mandritra ny fanadihadihana voalazan'ny toko eo ambony dia, ankoatra ny sazy fanoritra voamariky ny lalàna manan-kery, dia voasazy araka ny didy aman-dalàna manan-kery.

Andininy faha-9.- Ny fanovana ny taratasy fanomezan-dalana hanao fitaterana sy ny fampiasana tsy ara-dalàna ny antontan-taratasy novana dia voasazy araka ny voalazan'ny lalàna famaizana. Io sazy io dia ampiharina, indrindra amin'izay manao hosoka sy izay ratsy fihevitra mampiasa ny taratasy hosoka.

TOKO FAHA V
FANDIKAN-DALANA ARA-PANJAKANA

Andininy faha-10.- Ny- fandikan-dalàna voafaritry ny andininy faha-7 etsy ambony sy ny tsy fijerena ny sara voalaza sy natao peta-drindrina, dia manome sazy famaizana amin'iray amin'ireto sazy ara-panjakana manaraka ireto :

a)- Ny fanagiazana ilay fiara nahatonga ny heloka dia andoavana sarany ; ao amin'ny toerana voafaritry ny fitondram-panjakana, sady iantohany, araka ny voalaza ao amin'ny fitanana an-tsoratra nandraisany ny fiara no ametrahana azy, ary izany dia mandritra ny fe-potoana voatondron'ny didy aman-dalàna manan-kery.

b)- Ny fisintonana vonjy maika ao anatin'ny iray volana na fisintonana

tanteraka na ampahany ny fanomezan-dalana hanao fitaterana.

Ny famaizana misy vokany vetivety na tsy voafetra mikasika ny fanomezan-dalana hanao fitaterana voalazan'ny andininy faha-4 etsy ambony dia avoakan'ny Minisitra miadidy ny Fitaterana na ny manam-pahefana solontenany any amin'ny vondrom-paritra rehefa nandefasana fanerena ombana fe-potoana ilay olona, araka ny tolo-kevitr'ireo tompon'andraikitra voatanisa ao amin'ny andininy faha-7 etsy ambony.

Andininy faha-11.- Ireo fepetra fampiharana ity lalàna ity dia atao didim-panjakana horaisina ao amin'ny filankevitry ny Governemanta.

Andininy faha-12.- Izay fepetra rehetra mifanohitra amin'izao lalàna izao indrindra ny hitsivolana laharana faha-60-060 tamin'ny 18 Jolay 1960, fenoin'ny hitsivolana laharana faha-77-004 tamin'ny 16 Februoary 1977, voalazan'ny didim-panjakana dia foanana.

Andininy faha-13.- Havoaka amin'ny Gazetim-panjakan'ny Repoblika izao lalàna izao.

Hotanterahina izany fa lalàm-panjakana.

Antananarivo, ny 4 Aogositra 1995.

NY FILOHAN'NY ANTENIMIERAM-PIRENENA,

NY SEKRETERA,

ANDRIAMANJATO *Richard Mahitsison*